

132e Session du Comité des Ministres - Turin, Italie, 19-20 mai 2022

Discours de Leendert Verbeek, Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Seul le prononcé fait foi

Débat sur

20 mai 2022

Le Conseil de l'Europe se trouve confronté à une nouvelle réalité sur le continent européen.

La démocratie et les valeurs démocratiques sont gravement remises en cause par les multiples crises qui se déroulent simultanément.

La guerre de la Fédération de Russie contre l'Ukraine est une violation flagrante du droit international et de l'essence même de ce que représente le Conseil de l'Europe.

Notre Congrès a unanimement condamné cette attaque.

Cette guerre représente non seulement une tragédie humanitaire, migratoire et économique majeure, mais aussi une menace pour la paix et la stabilité du continent, jamais vue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La guerre est venue s'ajouter aux défis du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, de la polarisation de la société et des inégalités croissantes, de la montée de l'extrémisme et du populisme, de la méfiance envers les représentants et les institutions politiques et de l'abstention aux élections, de la désinformation et des fake news.

Une grande partie de ces phénomènes a été aggravée par la pandémie de Covid-19.

Cette nouvelle réalité nous oblige à nous unir, avec une énergie et un engagement renouvelés à tous les niveaux de gouvernance, autour des valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe que sont la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit, sur lesquelles l'Europe a été reconstruite après la Seconde Guerre mondiale.

Par tous les niveaux de gouvernance, j'entends vous en tant que Comité des Ministres, mais aussi individuellement en tant que représentants des États membres, des municipalités et des villes, ainsi que le Congrès en tant qu'organe représentatif au sein du Conseil de l'Europe, des parlements nationaux et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Au sein du Congrès, nous sommes convaincus que la base des collectivités territoriales - villages, villes, provinces, et régions - joue un rôle crucial dans la défense, la relance et la revitalisation des processus démocratiques.

Les élus locaux et régionaux, par leur proximité avec les citoyens, sont essentiels pour se connecter avec les gens et construire des liens forts avec eux en faveur de la démocratie et des valeurs démocratiques.

Le haut niveau de confiance des citoyens dont jouissent les autorités locales et régionales doit être relayé au sein des gouvernements nationaux pour assurer le renouveau démocratique de nos sociétés et pour atteindre les citoyens et les lier à nos valeurs.

Kristiansand en Norvège ou les "conseillers locaux pour l'Europe" en Autriche sont deux très bons exemples de communication parmi tant d'autres.

La guerre en Ukraine a mis en lumière le rôle clé des dirigeants locaux démocratiquement élus, engagés inlassablement et courageusement à résoudre les problèmes quotidiens des citoyens dans leurs villes et villages martyrisés, et qui sont pris pour cible précisément en raison de ce rôle de premier plan.

Le Congrès a dénoncé à plusieurs reprises le meurtre, l'enlèvement, l'intimidation et le remplacement des maires et des conseillers municipaux.

Ces actions et les tentatives de les légitimer par de prétendus référendums ne peuvent en aucun cas être reconnues par la communauté internationale.

La résistance et la résilience admirables des villes et du peuple ukrainiens montrent l'importance du travail des autorités locales et régionales et la nécessité d'avoir des communautés et des dirigeants locaux et régionaux forts au sein d'un système démocratique basé sur des valeurs communes. Notre Congrès a créé une plateforme en ligne « cities4Cities » pour mettre en relation les besoins et les demandes avec les offres et l'aide - directement entre les villes. En juin 2022, je participerai à une conférence avec les maires ukrainiens pour discuter de la reconstruction de l'Ukraine après la guerre, notamment également du rétablissement complet des structures démocratiques aux niveaux local et régional.

Cette session est l'occasion de réfléchir collectivement à l'avenir, l'avenir de notre continent et l'avenir du Conseil de l'Europe.

Nos citoyens ont plus que jamais besoin d'un Conseil de l'Europe fort et des valeurs et principes que le Conseil de l'Europe représente et défend.

Le Congrès, ses membres et les collectivités territoriales qu'il représente forment un vaste réseau de 130.000 collectivités locales et régionales en Europe, dans lequel sont ancrées les valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe.

Ce réseau contribue à la construction de sociétés plus durables, inclusives et participatives.

Il ne fait aucun doute que le renouveau démocratique commence au niveau des villages, des municipalités, des villes et des régions, et le Congrès est un formidable atout pour le Conseil de l'Europe à cet égard.

Une gouvernance à multi-niveaux plus forte permettra une coopération plus efficace et une action coordonnée entre et dans les pays à tous les niveaux.

La période difficile que nous traversons aujourd'hui nous rappelle l'importance cruciale de nos valeurs.

Celles-ci sont la source de notre force, qui doit être davantage protégée, défendue et promue au sein du Conseil de l'Europe et de ses Etats membres aux trois niveaux de gouvernance.

C'est le rôle essentiel du Conseil de l'Europe depuis sa création en 1949 et aujourd'hui, à la croisée des chemins, ce rôle doit être réaffirmé et consolidé.

Le Congrès est l'un de vos rares outils institutionnels pour atteindre les citoyens et donner au Conseil de l'Europe une visibilité qui se traduise par des actions concrètes.

Le Congrès soutient le Comité des Ministres dans sa réaffirmation que la coopération multilatérale au sein du Conseil de l'Europe reste le seul moyen de construire un avenir de paix, de sécurité et de cohésion en Europe, fondé sur des valeurs communes.

Le Congrès soutient également la tenue d'un Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe.

Ceci afin de définir des réponses communes aux défis actuels, et de façonner l'avenir du continent pour notre bien et celui des générations à venir.

Tout comme l'ont fait les fondateurs du Conseil de l'Europe à l'époque.

Comme Winston Churchill l'a dit avec éloquence en 1946, nous devons recréer la "famille européenne" de la justice, de la miséricorde et de la liberté afin que nos jeunes puissent retrouver les joies simples et les espoirs qui font que la vie vaut la peine d'être vécue.

Le Congrès, avec ses maires et conseillers des 46 Etats membres, est prêt à contribuer activement à ce processus de réflexion et à la mise en œuvre de ses résultats dans l'intérêt des femmes, des hommes et des enfants, que nous représentons et pour le bien-être desquels nous sommes mandatés, responsables et redevables.